



Arguments &
Propositions

AGRICULTURE & ALIMENTATION
**COVID-19, RDV MANQUÉ
AVEC LE MONDE D'APRÈS ?**



SOMMAIRE

Avant - propos.....	3
Les modes de production à remettre à plat.....	4
<i>Des causes bien connues, des solutions sur le terrain</i>	
L'alimentation au coeur du débat.....	8
<i>Montée en puissance de la question alimentaire</i>	
<i>Engouement pour les circuits de proximité</i>	
<i>Mais des inégalités qui perdurent</i>	
L'accueil à la ferme	17
<i>Déconfinons ferme !</i>	
Le mot du président.....	20
Nos propositions	22

Remerciements

***Aux paysans et paysannes, salariés et salariées du réseau des CIVAM
qui ont participé à la réalisation de cette publication***

Quentin Delachapelle, Solange Follet, Patricia Lenne, Fabrice Bouin, Antoine Delahais, Joël Restif, Jean-Sébastien Piel, Nicolas Verzotti, Sébastien Bost, Guillaume Grasset, Didier Arramon, Jean-Claude Balbot, Sylvie Recoussine, Mathieu Chopin, Pascal Boudet, Frédéric Pelle, Marion Genty, Marco Locuratolo, Sophie Pattée, Mélanie Theodore, Emma Baudoin, Pascal Aubree, Alexis De Marguerye, Goulven le Bahers, Jean-Marie Lusson, David Falaise, Aurore Puel, Vincent Dulong

Déjà 8 mois que nous sommes plongés dans une crise sanitaire mondiale et que nous attendons des décisions politiques nationales et européennes à la hauteur de ce défi.

Hélas, les annonces de ces dernières semaines, notamment sur le volet agricole et alimentaire, n'apportent que des réponses inadaptées ou élimées, le tout enrobé par de nombreuses figures de rhétorique. On peut résumer la situation par une célèbre métaphore cycliste : « *plus on avance moins vite, moins on avance plus vite* ».

Le monde d'après s'éloigne inexorablement... Mais nous ne cédon pas à la résignation !

Fidèles à nos valeurs d'éducation populaire, les CIVAM s'inscrivent dans un processus de transformation sociale par l'action collective. Nous avons interpellé les agricultrices et les agriculteurs de notre réseau pour repérer les initiatives, les innovations sociales, pour recueillir leurs réflexions suite au confinement et pour travailler collectivement sur les enjeux de transition agricole et alimentaire.

C'est l'objet de ce document dont la vocation n'est pas d'apporter des réponses figées mais d'être un vecteur de débats en interne dans notre réseau ainsi qu'en externe avec nos partenaires, qu'ils soient des représentants des institutions, des acteurs du développement agricole et rural, des associations environnementalistes, des organisations sociales ou des structures de recherche.

*Le monde d'après
s'éloigne
inexorablement...
Mais nous ne
cédon pas à la
résignation !*

Nous espérons que ce document permettra une prise de recul sur cette crise tout à la fois inédite et sidérante, qu'il permettra d'analyser ses causes et ses effets, de travailler ensemble les contradictions qui sont en jeu et, enfin, de définir les modes d'action pour engager les changements nécessaires.

A vous, lectrices et lecteurs, invitez-vous à notre table pour livrer vos points de vue, présenter vos expérimentations et nous inspirer collectivement.

Bonne lecture,

Le Conseil d'administration
de Réseau CIVAM



LES MODES DE
PRODUCTION À
REMETTRE À PLAT

DES CAUSES BIEN CONNUES, DES SOLUTIONS SUR LE TERRAIN

La pandémie, apparue subitement début 2020, est sans précédent à l'échelle mondiale, par les conséquences sanitaires, économiques et sociales qu'elle engendre et par la rapidité de sa propagation.

Mais si ce phénomène est spectaculaire, il ne doit pas nous faire oublier que ses causes sont bien connues et qu'elles sont aussi à l'origine d'autres répercussions économiques, sociales et environnementales peut-être plus fondamentales encore. Cette crise souligne une nouvelle fois les limites de nos modes de production et de consommation. Bonne nouvelle, d'autres voies existent.

Une crise nouvelle pour des causes bien connues

Si le nombre de personnes victimes de maladies infectieuses décline continuellement dans le monde, l'apparition de telles épidémies a tendance à augmenter. Près de trois quarts d'entre elles seraient des zoonoses, terme utilisé pour désigner les maladies transmissibles de l'animal à l'homme, telles que le coronavirus responsable de la pandémie actuelle. Or l'apparition de près de 40% d'entre elles serait liée aux changements d'usage des terres et aux pratiques agricoles¹. Le modèle agricole industriel, par l'artificialisation continue des

espaces naturels, contribue à la libération d'agents pathogènes qui, via la proximité des élevages et le commerce mondial d'animaux, se propagent rapidement dans les sociétés humaines. La Covid-19 n'est donc pas un fléau qui tombe du ciel, elle est bien liée à nos manières de produire.

*40 % des zoonoses
seraient liées aux
pratiques agricoles et
aux changements
d'usage des terres*

Mais ces pratiques agricoles intensives ont aussi des impacts que l'on a plus besoin de démontrer sur le réchauffement climatique, les pollutions de l'air et de l'eau ou encore l'érosion de la biodiversité. Autant de facteurs qui, en plus d'aggraver l'apparition et la diffusion de telles maladies, ont des répercussions sur la production agricole en elle-même. Comme le souligne Quentin Delachapelle, producteur de céréales dans la Marne et membre du CIVAM de l'Oasis, « *les moyens vont désormais se concentrer sur le post-Covid alors que d'autres sujets sont bien plus préoccupants. 2020 sera ainsi la cinquième année consécutive durant laquelle nous devons faire face à des accidents climatiques majeurs sur nos fermes* ».

La standardisation des pratiques et la spécialisation des fermes et des territoires induites par ce modèle entraînent aussi des conséquences économiques et sociales. Les gains de productivité continuellement acquis depuis plusieurs décennies ne suffisent plus à faire face à la baisse tendancielle des prix agricoles,

entraînant une course à l'agrandissement et au surendettement au détriment de l'emploi et du dynamisme des territoires ruraux. Et à l'autre bout de la chaîne, la précarité alimentaire ne cesse de progresser, contredisant les promesses d'une agriculture qui justifie sa surproduction par la nécessité de nourrir la planète.

La crise actuelle n'est qu'une nouvelle manifestation d'un problème bien plus structurel et dont les conséquences sociales, politiques et environnementales dépassent peut-être encore l'importance des enjeux sanitaires.

Les répercussions de cette crise sur la production agricole sont encore à venir

Il n'en demeure pas moins que le confinement et la crise économique à venir ont eu et auront encore des répercussions sur les systèmes de production. Toutefois, celles-ci seront sûrement de nature très différentes entre les fermes inscrites dans des filières longues et celles qui commercialisent en circuits de proximité.

Pour ces dernières, la crise a eu des effets directement observables dès le confinement. Les solidarités locales ont permis un appui en travail sur les fermes et la demande en produits frais et de proximité a fortement augmenté. Ainsi selon Solange Follet et Patricia Lenne, maraîchères dans le Vaucluse et membres du GRCIVAM PACA, la ferme est devenue un véritable lieu d'accueil et de sociabilité pour des volontaires locaux qui y ont partagé bien plus qu'une expérience de travail agricole. Leur mairie et le Réseau des AMAP a aussi joué un rôle important pour soutenir la demande et faciliter

l'adaptation de la distribution de légumes aux nouvelles conditions sanitaires. Mais dans d'autres cas, la fermeture des marchés de plein vent et de la restauration collective a eu des répercussions bien moins heureuses.

Pour les producteurs en filières longues, le confinement n'a eu que peu de conséquences sur le fonctionnement des fermes. Pour Quentin Delachapelle, « *l'impact direct a été très faible. Peut-être juste une baisse du prix du carburant et un report des déclarations PAC... donc des effets plutôt sympas ! Par contre, l'impact indirect de la crise pourra potentiellement être important avec des répercussions à moyen et long terme sur le prix des céréales. Mais cela ne pourra être évalué qu'à la fin de l'année* ». La potentielle crise économique qui se profile inquiète beaucoup les paysans.

Vers de nouvelles manières de produire plus résilientes... et plus résistantes

La réponse à cette crise sanitaire et économique s'inscrit donc dans un processus bien plus global et systémique de mutation de nos modes de vie. Comme le rappellent Fabrice Bouin et Antoine Delahais, tous deux éleveurs de vaches laitières



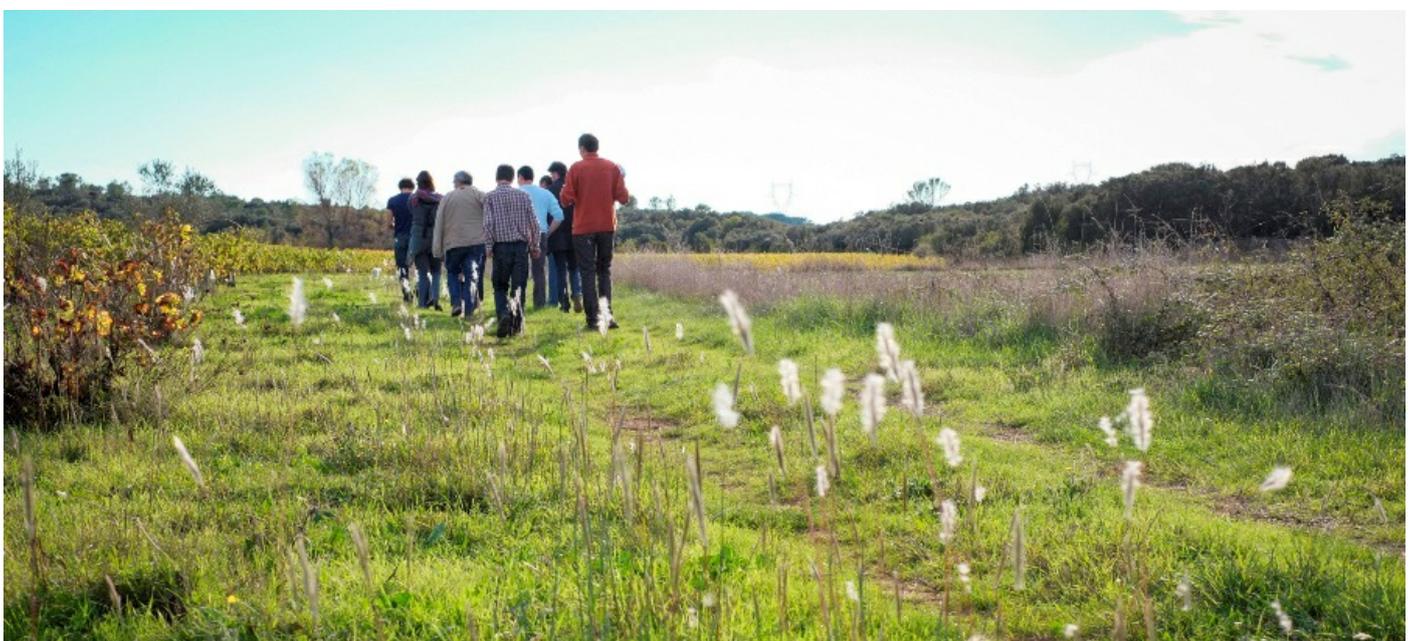
Cette pandémie et ses conséquences m'ont conforté dans l'idée que les marchés des filières conventionnelles dominantes sont très fragiles, mais reste à voir si les filières « alternatives » résisteront mieux à moyen terme face à une baisse du pouvoir d'achat...et quelle sera la capacité pour ces filières « alternatives » d'accueillir la reconversion de tous les paysans qui sortiront des filières « agroindustrielles » ?

Quentin Delachapelle, producteur de céréales dans la Marne

en Normandie et membre du bureau de Réseau CIVAM, « *nourrir nos concitoyens sans dégrader la planète impose de transformer en profondeur le système agricole et alimentaire et le travail des personnes* ». Et cela est à notre portée. Depuis plusieurs décennies, de nombreux réseaux agricoles et ruraux, dont celui des CIVAM, expérimentent et diffusent de nouvelles manières de vivre et de produire dans les fermes et sur les territoires ruraux.

Le principe fondamental de l'action des CIVAM repose sur l'intégration du fonctionnement des fermes dans les mécanismes naturels de leur écosystème : en s'inscrivant pleinement dans leur contexte pédoclimatique ; en cultivant des espèces et en élevant des races animales adaptées au milieu ; en privilégiant la diversité des

productions, des variétés, des filières ; en allongeant les rotations ; en associant l'agriculture et l'élevage autant que faire se peut... De cette façon, ces paysannes et ces paysans trouvent autour d'eux toutes les ressources pour faire tourner leurs fermes. La consommation d'intrants s'en trouve drastiquement réduite, limitant ainsi les atteintes à l'environnement et la mobilisation des surfaces agricoles hors de l'exploitation induite par l'importation de certains compléments alimentaires pour l'élevage. À titre d'exemple, les systèmes laitiers promus par les CIVAM depuis plus de vingt ans reposent sur le pâturage des bovins sur des prairies temporaires diversifiées. Composées de mélanges de légumineuses et de graminées, ces prairies sont une alternative au maïs,



gourmand en engrais et en pesticides, et aux importations de soja dont la culture industrielle détruit des milieux naturels et nuit à des communautés humaines à l'autre bout du monde. Autant de destructions susceptibles de libérer de nouveaux agents pathogènes... la boucle est bouclée.

Au-delà de cet ancrage écosystémique, les fermes CIVAM ne pourraient exister et fonctionner sans le travail des paysannes, des paysans et de tous ceux, salariés ou aides familiaux, qui participent à la production. C'est une nouvelle forme d'efficacité économique qui est recherchée, reposant sur l'économie d'intrants, sur l'utilisation d'un matériel adapté, sur la valorisation du travail... et qui conduit à augmenter la valeur ajoutée plutôt que les volumes de production.

Des fermes à taille humaine, avec une meilleure capacité à faire face

Les fermes CIVAM sont à taille humaine, créent des emplois et redonnent du sens à l'action de ceux qui y travaillent. Car faire fonctionner



La crise que nous traversons met en évidence l'aberration de modèle de production, basé en grande partie sur l'exportation, ayant une forte dépendance vis à vis de l'extérieur pour ce qui est des intrants. Certaines fermes du fait de leur taille, du système de production mis en place, avec peu de main d'œuvre par rapport aux moyens de production auront énormément de difficultés à faire évoluer leur système. Au contraire, des fermes nombreuses, à taille humaine auront une capacité à s'adapter. De plus, les mois que nous venons de passer ont mis en évidence la nécessité des relations humaines, de l'importance de ne pas s'isoler... Alors si le premier voisin est à des kilomètres !

Joel Restif, éleveur laitier en Ille et Vilaine

ces fermes entraîne aussi une véritable mutation du métier d'agriculteur. De nouveaux savoirs et savoir-faire doivent être mobilisés ou redécouverts : observer la pousse de ses prairies, reconnaître certains insectes significatifs de l'état des sols ; composer avec la présence d'espèces animales et végétales, domestiquée ou non ; refaire les liens entre toutes les composantes du système ; organiser le travail à plusieurs ; être à la fois écologue, agronome, gestionnaire, marchand et un peu vétérinaire...

L'ampleur des tâches peut faire peur. Pourtant de récents projets portés

par les CIVAM sur cette transformation du travail² montrent que si le sens de l'action s'aligne avec les pratiques, le sentiment d'autonomie et d'émancipation fait rapidement oublier le travail prescrit et standardisé du modèle agricole industriel. Autonomes et économes sont donc les qualificatifs les plus appropriés pour caractériser ces systèmes de production.

Face à la crise que nous vivons, nous constatons la capacité de ces fermes à faire face, en encaissant mieux les variations de prix, en répondant à des attentes alimentaires de plus en plus précises, en supportant mieux les coups portés par les accidents climatiques. Leur résilience est évidente. Mais comme le disent Fabrice Bouin et Antoine Delahais, « les vagues sont de plus en plus hautes et la digue n'est pas sûre de tenir »³. Les bouleversements à venir qu'ils soient sanitaires, climatiques, sociaux ou politiques peuvent compromettre ces efforts. C'est donc plus une forme de résistance qu'il faut cultiver pour s'adapter tout en continuant à vouloir changer les modèles et à lutter contre les vents contraires.

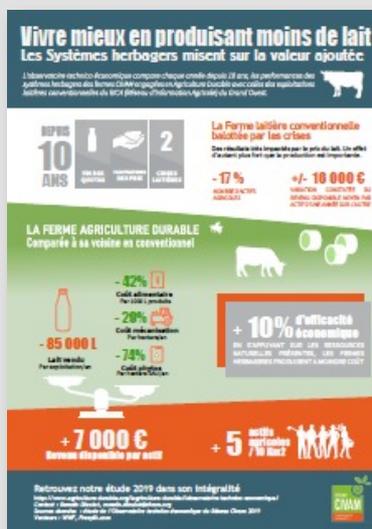
VIVRE MIEUX EN PRODUIANT MOINS

L'observatoire technico-économique compare chaque année depuis 10 ans les performances des systèmes herbagers des fermes CIVAM engagées en Agriculture Durable avec celles des exploitations laitières conventionnelles RICA (Réseau d'Information Agricole) du Grand Ouest.

Sur la période 2008-2017, les fermes laitières du Grand Ouest se sont agrandies. Elles produisent de plus en plus, sans pour autant améliorer leurs résultats. Leur revenu est très dépendant du prix du lait, tandis qu'augmentent les risques techniques, financiers et humains.

Néanmoins, avec moins de terres, d'animaux et d'investissement, les systèmes herbagers dégagent autant, si ce n'est plus de revenu, font vivre plus de monde sur les fermes et préservent l'environnement. Recherchant la création de richesse plus que les quantités produites, ils résistent mieux aux aléas économiques.

[Découvrez les résultats au travers de notre infographie.](#)



¹ <https://theconversation.com/alimentation-et-agriculture-mieux-preparer-leurope-aux-risques-de-choix-sanitaires-139330>

² <http://transae.civam.org>

³ Edito du numéro 93 de la "Lettre de l'Agriculture Durable", magazine trimestriel de Réseau Civam



L'ALIMENTATION
AU CŒUR DU DÉBAT

UNE MONTÉE EN PUISSANCE DE LA QUESTION ALIMENTAIRE

Une demande alimentaire qui évolue depuis 20 ans, des agriculteurs en quête de sens qui l'ont prise à bras le corps, des collectivités locales qui repensent la restauration collective : la production et l'approvisionnement alimentaire sont plus que jamais au cœur des débats locaux sur la transition vers un "monde d'après". Dans ce mouvement, l'État, et parfois l'Europe, sont à la traîne, incapables de tourner le dos à leurs anciennes façons de penser et ceux qui les portent pour imaginer un logiciel nouveau. L'épisode Covid-19, nouveau rendez vous manqué avec "notre avenir commun"¹ ?

Une demande alimentaire qui évolue... des producteurs en quête de sens.

La tendance est nette, la question alimentaire est désormais au cœur des enjeux sociétaux. Amplifiée par les scandales alimentaires et crises de ces deux dernières décennies (vache folle, dioxine, lasagnes à la viande de cheval...), elle se traduit par une évolution claire des habitudes alimentaires depuis le début des années 2000. Elle se caractérise par :

- le besoin de garanties et de transparence sur l'origine des matières premières alimentaires et la manière dont elles ont été produites,
- la recherche de produits frais et de saison notamment pour les

produits de consommation courante (légumes, pains, produits laitiers),

- le soutien aux producteurs (voire artisans et commerçants) de proximité,
- la recherche de produits sains pour la santé et sans pesticides.

En parallèle, des producteurs soucieux de redonner du sens à leur métier, se réapproprient la question de l'alimentation. Ils s'organisent pour mettre en oeuvre et multiplier les initiatives de circuits courts par :

- le renouvellement de formes "traditionnelles" comme par exemple la vente directe sur les marchés, avec parfois l'ouverture de marchés de producteurs bénéficiant de l'appui des collectivités locales, la vente directe à la ferme, ou encore des regroupements autour de marchés à la ferme...,
- la création et/ou la contribution à de nouvelles initiatives collectives : les magasins de producteurs, les groupements d'achats et paniers (dont les AMAP) caractérisés par des organisations très diversifiées avec une implication parfois importante des citoyens, le déploiement d'outils adaptés pour la restauration collective (groupements de producteurs, plateformes...), ou encore le développement de nouvelles filières mobilisant parfois une complémentarité avec des artisans et/ou commerçants...

Des pratiques qui tendent à renouveler le modèle agricole

A la veille du recensement agricole 2020, opération décennale européenne obligatoire, rappelons que la précédente édition intégrait

pour la première fois des données sur les circuits courts alimentaires à partir de la définition posée par le Ministère de l'agriculture². Non seulement les circuits courts ne représentent plus un marché de niche, mais les fermes ayant recours à ces pratiques apparaissent globalement plus vertueuses en matière d'impact environnemental (Selon le recensement agricole 2010, déjà 10 % des producteurs en circuits courts étaient en agriculture biologique contre 3,5 % à l'échelle nationale). Par ailleurs, on observe un attrait de plus en plus important de la part de candidats à l'installation pour l'agriculture biologique et les circuits courts. Même si nous ne disposons pas de données chiffrées agrégées à l'échelle nationale, leur proportion avoisine 25% dans certaines régions (par exemple en Bretagne).

La question alimentaire à l'échelle des collectivités locales est mise à l'agenda politique

Un maillage qui s'accroît sur le terrain...

Face à l'accroissement de la demande, se pose la question du changement d'échelle. Les premières initiatives d'approvisionnement de la restauration collective se démocratisent³ et couvrent désormais le territoire national. Les collectivités locales s'approprient la question de l'alimentation dans les cantines (qualité, relocalisation de l'approvisionnement, basculement vers gestion en régime...).



Dès lors la question alimentaire se démocratise. L'inscription dans la loi d'Avenir pour l'agriculture et l'alimentation des Projets alimentaires territoriaux⁴ en 2014 acte la mise à l'agenda politique de la question alimentaire à l'échelle des collectivités locales.

... et qui soulève de nouveaux enjeux

L'appropriation et la gestion de la question alimentaire commence dès lors à se déployer localement en prenant en considération différentes dimensions qui jusqu'alors étaient gérées de manière sectorielle :

- l'installation de paysans pour répondre à la demande générant une prise en considération de problématiques d'accès au foncier, de décalages en termes de dimensionnement au regard des structures agricoles disponibles, d'articulation avec les dispositifs réglementaires spécifiques (ex. loi littoral...), d'accompagnement dans les différentes phases de la création d'activité (de l'amont jusqu'à l'installation),
- la réimplantation ou la réorientation d'outils de transformation afin qu'ils

puissent répondre aux enjeux définis par les acteurs partie prenante (par exemple ateliers d'abattage et/ou de transformation à une échelle locale, sous forme d'initiatives privées ou avec l'intervention de collectivités locales, légumeries...),

- l'adaptation ou la création d'outils logistiques adaptés,
- les prémices de la mise en place d'une gouvernance locale partagée, impliquant différents acteurs de la chaîne alimentaire (paysans, citoyens, associations, élus...) garante de la fixation des enjeux et du suivi du processus...

Toutefois, cet élargissement se heurte régulièrement à un certain nombre d'écueils en matière de réglementations nationales, voire européennes qui demeurent parfois très sectorisées ou orientées en faveur d'un système agricole et agroalimentaire basé sur des productions de masse spécialisées.

¹ "Our common future" : titre du rapport de Gro Harlem Bruntland, première ministre de Norvège, qui en 1987 (33 ans déjà) avait préfiguré le sommet de Rio et le mouvement pour un

développement durable.

² Un circuit court est un mode de commercialisation des produits agricoles qui s'exerce soit par la vente directe du producteur au consommateur, soit par la vente indirecte à condition qu'il n'y ait qu'un seul intermédiaire.

³ Fin des années 1990, le CIVAM du Gard et d'Ille-et-Vilaine s'organisent et initient les premiers groupements de producteurs pour approvisionner la restauration collective

⁴ Les Projets alimentaires territoriaux (PAT) ont l'ambition de fédérer les différents acteurs d'un territoire autour de la question de l'alimentation, contribuant ainsi à la prise en compte des dimensions sociales, environnementales, économiques et de santé de ce territoire - <https://agriculture.gouv.fr/faire-reconnaitre-un-projet-alimentaire-territorial>

UN ENGOUEMENT CROISSANT POUR LES CIRCUITS DE PROXIMITÉ

La crise du Covid-19 a eu un impact direct et immédiat sur l'organisation de la chaîne alimentaire et en particulier sur les acteurs impliqués dans les circuits courts.

Des débouchés stoppés... une capacité d'adaptation des producteurs

Du fait de la brutalité du confinement, certains débouchés se sont arrêtés du jour au lendemain (restauration collective, restaurants, marchés de plein vent...). Face à cette situation,

les producteurs en circuits courts, de par la maîtrise et la diversité de leur débouchés, ont été globalement très réactifs pour tenter de s'adapter, bien souvent avec succès.

La situation a parfois joué un rôle d'accélérateur vers l'émergence et la structuration de nouvelles initiatives collectives, prenant souvent appui sur des outils numériques.

C'est ce qui c'est passé pour Sébastien Bost, éleveur caprin dans la Drôme. *"La crise est apparue au moment du pic de production. Or, nos fromages de chèvre doivent être consommés rapidement... Compte tenu du manque de débouchés, de la production en excès et du confinement,*

nous avons proposé des livraisons à domicile, avec des jours de tournées. Avec des amis nous avons également créé un site de vente en ligne."

Un accroissement de la fréquentation des magasins de producteurs et groupements d'achats

La période de confinement a vu un afflux important vers les magasins de producteurs. Elle s'est matérialisée par une augmentation de la fréquentation des clients habituels d'une part et par l'arrivée de nouveaux clients dont certains sont venus régulièrement s'y approvisionner. Le phénomène a permis pour certains producteurs, de compenser au moins temporairement l'arrêt d'autres débouchés voire dans certains cas d'instaurer une solidarité en accueillant de nouveaux producteurs au sein des magasins ou groupements d'achats, comme dans celui de Jean-Sébastien Piel. *"Avec une augmentation improbable de notre activité en magasin de paysans et à la ferme, +30 % de chiffre d'affaires au mois de mars, il nous a manqué certains produits : farine, œufs, légumes, pain... Nous avons accueilli des producteurs et artisans pour leur permettre de maintenir leur activité économique."*

Globalement, les magasins de producteurs et groupements d'achat de par leur réactivité, ont pu mettre en place rapidement les protocoles sanitaires et s'adapter à la situation : *"Nos atouts principaux sont le fonctionnement et le mode gouvernance de nos organisations collectives"* explique Guillaume Grasset - éleveur en bovin viande en Deux-Sèvres. *"Le magasin de producteurs existe depuis plusieurs années et nous avons pu nous adapter en modifiant les heures d'ouverture."*



"La fermeture soudaine des écoles et restaurants d'entreprises mi-mars a entraîné l'arrêt de nos livraisons de porc bio, ce qui représente 20 % de notre chiffre d'affaires. Cela a eu pour conséquence de diminuer fortement l'activité de la SCIC Manger bio 35, un groupement de producteur dont la ferme fait partie. 4 salariés ont été placés en chômage partiel et l'activité

ne reprendra pas à 100% avant la rentrée de septembre. Lors du confinement, nous avons proposé des livraisons gratuites de paniers viande et épicerie dans les 15 kms autour de la ferme. Cela nous a demandé de changer notre organisation au sein de la ferme."

Jean-Sébastien Piel - Éleveur de porcs en Ille-et-Vilaine



"Avec d'autres fermes du territoire de la ville d'Avignon, nous avons accéléré la structuration d'un groupement, « Les Paysans d'Avignon », pour répondre à la demande de produits frais. L'association préfigure le projet de création d'un magasin de producteur/plateforme d'approvisionnement à Avignon. Dès la première semaine de confinement nous avons utilisé

l'application cagette.net pour organiser des distributions de type « drive » sur nos fermes ou à Avignon.

Cette crise m'incite encore plus qu'avant à coopérer avec d'autres fermes pour organiser sur le territoire la commercialisation de nos productions en circuits courts."

Nicolas Verzotti - Maraîcher dans le Vaucluse.

Nous les avons réduites, et malgré tout, le chiffre d'affaires a augmenté. Ça nous a permis de consacrer plus de temps sur la ferme."

De la même manière que l'engouement observé en faveur des magasins de producteurs, une augmentation significative de la fréquentation des groupements d'achats et AMAP a été constatée. *"Dans le Béarn, les AMAP ont proposé des contrats "confinement" pour répondre aux besoins des producteurs (augmentation des quantités livrées suite à la fermeture d'autres circuits de vente) et des amapiens (augmentation des besoins en produits pour constituer des repas midi et soir pour la famille).* indique Didier Arramon, Président du CIVAM Béarn

L'adaptation du travail sur les fermes

L'attrait pour les circuits courts a généré une charge de travail supplémentaire à laquelle les paysans concernés ont tenté de s'adapter. Ils affirment dans leur majorité avoir répondu à l'évolution de la demande en trouvant un nouvel équilibre.

L'organisation du travail sur les fermes généralement peu spécialisées et qui ne mobilisent pas de main d'oeuvre étrangère a permis de tenir, avec parfois l'appui de main d'oeuvre volontaire.

Solange Follet et Patricia Lenne - maraîchères dans le Vaucluse, voient le verre à moitié plein. *"Globalement nous avons ressenti les impacts positifs d'une vie à la ferme dynamisée par l'accueil de volontaires locaux, lieu « refuge » pour des temps partagés en extérieur, et une plus grande disponibilité des voisins et habitants du lieu."*

Le confinement, par nature a pu alléger les responsabilités extérieures de certains paysans, permettant une réorganisation du travail sur leurs fermes. Cela a notamment été le cas pour Guillaume Grasset. *"Notre réalité*

DRIVE PAYSAN, PANIERS SANS CONTACTS ET AUTRES INITIATIVES DES CIVAM

AU PAYS BASQUE - BLE CIVAM bio a lancé avec ses partenaires « LEKUKOA, le relais paysan. » Le principe : des lieux de livraison "drive" sont mis en place, un site web référence les producteurs et permet la mise en lien avec les consommateurs. Le Civam fait le lien avec les mairies qui mettent à disposition des agents communaux pendant les distributions et l'équipe organise chaque distribution en amont avec les producteurs.



EN HAUTE GARONNE - La FRCIVAM Occitanie a organisé un marché hebdomadaire de prévente directe appelé "Marché Pas Touche" en partenariat avec des associations locales. Les consommateurs passent commande sur un site internet dédié, payent d'avance par virement bancaire et viennent récupérer les produits commandés, quelques jours plus tard, lors de la distribution.

DANS LE BEARN - Quelques drives éphémères se sont installés à cette occasion sur certains territoires ruraux. Particulièrement intéressant en zone de montagne où les magasins étaient fermés et peu de solutions alternatives existaient.

CARTE DES CIRCUITS COURTS - Une carte participative, lancée à l'initiative du CIVAM du Gard, recense les différents circuits courts existants sur les territoires. <https://circuitscourts.gogocarto.fr>

sur la ferme nous a permis aussi de prévoir plus de temps à passer sur l'élevage, la conduite des cultures, des travaux toujours remis à plus tard..."

Le rôle fondamental des collectivités locales

Face à la fermeture des marchés, les communes ont globalement été réactives pour proposer les mesures sanitaires nécessaires et obtenir la réouverture des marchés. Ainsi que le souligne Didier Arramon *"La réouverture des marchés de plein vent au milieu du confinement a permis de limiter les dégâts économiques, grâce à l'implication des maires qui ont pris un engagement de soutien vis-à-vis de l'agriculture."*

Des collectivités ont organisé la communication sur les dispositifs de circuits courts à différentes échelles, de l'échelon communal au régional. Par exemple, certaines régions¹ se sont mobilisées par la mise en place de plateformes alimentaires visant à la mise en relation entre producteurs, artisans et consommateurs.

"Les collectivités, pour la plupart, se sont trouvées dans l'embarras face à l'approvisionnement des citoyens, notamment en produits frais, résume Nicolas Verzotti. Cette crise a clairement révélé la vulnérabilité de notre système de production et de distribution. La question de l'alimentation a été négligée ces dernières décennies, voire carrément absente des politiques publiques territoriales.

Chaque ville et village de France possède un stade de foot en régie municipale. Aujourd'hui il devient urgent de mettre en place une régie de l'alimentation, à l'échelle des territoires avec l'objectif de l'autonomie et de la souveraineté alimentaire."

¹ Occitanie, Centre Val de Loire, Bretagne, ...



MAIS DES INÉGALITÉS
QUI PERDURENT

DES INÉGALITÉS D'ACCÈS À L'ALIMENTATION DÉJÀ PROFONDÉMENT INSTALLÉES

Depuis 5 ans déjà, le Réseau Civam travaille activement et publiquement à comprendre et réduire les inégalités d'accès à l'alimentation. Le projet de recherche-action Accessible a permis de dresser un état des lieux de la précarité alimentaire en France et d'en comprendre les causes structurelles. Nous voulons définir ce que doit être l'accès à l'alimentation pour tous et proposer des pistes de travail pour sa mise en œuvre.

Des vulnérabilités préexistantes

Il y a 5 ans nous avons découvert l'immense continent de l'aide alimentaire en France.

Au-delà des chiffres ci-dessous, nous avons pu mesurer l'ampleur de la précarité alimentaire, dans toutes ses dimensions¹, car l'alimentation est multidimensionnelle. Les difficultés à se nourrir mettent à mal la convivialité, les transmissions familiales, le rapport au corps et au monde, l'identité culturelle, ou

encore la citoyenneté à l'heure des injonctions à la consom'action. Nous avons pris conscience des violences qui peuvent s'exercer autour de l'alimentation : celle des contrôles pour accéder à l'aide, celle des files d'attente, celle de recevoir une nourriture déclassée², celle qui s'exerce sur les corps que la mauvaise nourriture rend malades. C'est ce que l'anthropologue Bénédicte Bonzi nomme les "violences alimentaires".

Nous faisons alors le constat, sans pouvoir l'évaluer, que les difficultés à se nourrir, l'insatisfaction de ne pouvoir acheter la nourriture que l'on juge bonne et adéquate pour soi et sa famille, concerne probablement bien plus de personnes que celles qui ont poussé la porte de l'aide alimentaire. C'est ce qu'est venu rappeler la crise sanitaire du Covid-19. Privés d'une partie de leur revenu, ne pouvant plus compter sur les cantines scolaires ou sur les marchés, certaines personnes déjà fragiles se sont adressées pour la première fois à l'aide alimentaire. Cette dernière, reposant sur des bénévoles souvent âgés, a peiné à se réorganiser au début du confinement et de nombreux centres sont restés fermés les premières semaines. Des initiatives municipales ou citoyennes ont vu le jour en de nombreux endroits, apportant tant bien que mal

un soutien indispensable à de nombreux foyers.

Des causes structurelles

Nous affirmons depuis les débuts du projet Accessible³, qu'il faut sortir d'une politique de distribution alimentaire, soumise à l'urgence permanente, et qui met les associations en obligation d'assurer la « cogestion de la pauvreté avec l'État ». Cela est d'autant plus vrai aujourd'hui. Rappelons que le nombre de bénéficiaires de l'aide alimentaire a doublé suite à la crise économique de 2008, puis s'est stabilisé sans diminuer, montrant qu'il est très difficile de sortir de l'aide alimentaire. Nous ne pouvons pas accepter aujourd'hui un horizon comparable comme réponse à la crise économique en cours.

Pour cela il nous faut analyser les causes structurelles à l'origine de ces situations de manque, dans une puissance agricole comme la France. S'il y a, bien entendu, des causes à chercher du côté de la constitution des revenus, ou de l'explosion de certaines dépenses comme les loyers, nous avons choisi de nous concentrer sur l'analyse de notre modèle agricole et alimentaire.

Le spectre de la faim, le sort de ceux d'entre nous dont les budgets

Aide alimentaire

335 000 tonnes
de nourriture distribuée

5,5 Millions
de bénéficiaires

200 000 bénévoles

1,5 Mds €/ an
valeur monétaire globale



alimentaires sont contraints ont trop longtemps servi de justification à la surproduction et à ses conséquences sociales et écologiques. L'industrialisation de l'alimentation nous promettait une alimentation accessible à tous ; et nous faisons face à l'augmentation de l'insatisfaction et des maladies alimentaires .

L'aide alimentaire, loin de n'être qu'une solution d'urgence, représente aujourd'hui une filière pour les produits de l'agro-industrie.

C'est en tous cas ce que donnent à voir les importants appels d'offre du FEAD⁴ ou les montants colossaux de la défiscalisation des invendus de supermarché⁵.

Il est nécessaire de sortir d'un modèle agricole et alimentaire source d'appauvrissement pour les producteurs – il détruit structurellement depuis 50 ans les revenus agricoles et l'emploi paysan – comme pour les consommateurs.

C'est pourquoi nous pouvons dire qu'il n'y aura pas d'agriculture durable sans une réflexion de fond sur l'accès à l'alimentation pour tous ;

qu'il n'y aura pas de réforme agricole sans une véritable politique alimentaire.

Des capacités de résistance encore trop faibles

De nombreux acteurs expérimentent des formes d'organisation et de distribution pour répondre aux difficultés d'accès à l'alimentation. Il est difficile de tirer un bilan aujourd'hui sur la capacité de ces initiatives à perdurer et à limiter les effets de la crise pour les foyers les plus modestes. Il nous semble néanmoins que les acteurs ayant déjà engagé une réflexion et des actions en faveur de l'accès à l'alimentation ont été plus alertes pour repérer et répondre aux besoins des personnes vulnérables.

Nous constatons que nous avons peiné au Réseau Civam à développer des actions dans cette direction. La réorganisation des débouchés des producteurs, dans l'urgence, s'est faite au profit de circuits préexistants et connus de nos réseaux, tels les magasins de producteurs ou des systèmes de paniers, dont nous savons qu'ils s'adressent de fait aujourd'hui encore à des profils socio-économiques favorisés. Certaines actions réussies comme celle initiée par la CAF et mise en œuvre par le Cabas des champs [voir témoignage], ne doivent pas faire oublier que nous

n'avons pu répondre qu'à une partie des sollicitations.

Des pistes de réflexion

Nous devons construire une politique publique de l'alimentation puissante, dans laquelle les producteurs doivent prendre leur place. De nombreuses pistes de réflexions existent et nous serons attentifs à toutes les explorer. Nous avons entre autres signé avec Agrista⁶ une tribune appelant à la création d'une sécurité sociale de l'alimentation :

« En 1945, dans une économie pourtant exsangue, des hommes et des femmes engagés pour des jours heureux ont pensé un monde où toutes et tous pourraient se soigner sans distinction de classe. Ils ont bâti et défendu la sécurité sociale. À la place des politiques de réduction des inégalités ou des logiques de charité discrétionnaire chères aux libéraux, ils ont créé du droit, à partir d'un système universel. Quelques décennies plus tard, revendiquons le même engagement pour l'alimentation. »

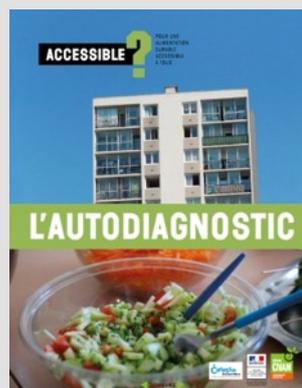
[Retrouvez la tribune dans son intégralité ici](#)

DE L'INITIATIVE LOCALE À LA RÉFLEXION COLLECTIVE

Les difficultés rencontrées par les plus pauvres d'entre nous ont motivé de nombreux citoyens à organiser des actions autour de l'alimentation.

Notre outil d'autodiagnostic peut permettre d'en étayer la pertinence et d'en assurer la poursuite : en quoi répondent-elle à l'objectif de l'accès à l'alimentation (au regard de 4 critères : qualité, participation, autonomie, prise en compte des questions agricoles) ? En quoi s'inscrivent-elles dans un contexte politique, social, économique, industriel plus large ? Comment peuvent-elles contribuer aux politiques alimentaires et agricoles de demain ?

L'autodiagnostic est un outil d'animation pour penser l'alimentation pour tous et avec tous. Il est aussi un cahier de ressources : témoignages, fiches thématiques, bibliographies...



¹ Voir le rapport d'ATD Quart Monde « Se nourrir lorsqu'on est pauvre »

² Une importante partie des produits de l'aide alimentaire est issue des « ramasses », ce sont les produits que les supermarchés retirent des rayons (dates courtes ou dépassées, produits abîmés) et que collectent les organismes d'aide alimentaire

³ « Accessible : initiatives pour un accès à l'alimentation de qualité et durable pour tous » est un projet de recherche-action piloté par réseau civam de 2015 à 2019. Il a réuni 18 partenaires du secteur social, du monde agricole, de l'enseignement et de la recherche. Pour en savoir plus : civam.org

⁴ Fonds européen d'aide aux plus démunis, adossé au FSE depuis 2013 et auparavant à la PAC

⁵ La dépense fiscale de l'état correspondant aux dons des entreprises est très mal évaluée (cf. rapport du Sénat « le soutien public au mécénat des entreprises » - 2018). La défiscalisation liée aux dons de produits alimentaires néanmoins estimée à 360 M d'€ de dépense publique en 2018 (RAPPORT IGAS N°2019-069R).

⁶ Le groupe thématique Agricultures et Souveraineté Alimentaire d'Ingénieur-e-s sans frontières (ISF) regroupe des citoyen-ne-s et des professionnel-le-s œuvrant pour la réalisation de la souveraineté alimentaire et des modèles agricoles respectueux des équilibres socio-territoriaux et écologiques. Il se place dans une perspective de transformation sociale. <https://www.isf-france.org/agrista>

...VUES DES CENTRES SOCIAUX



Nous avons déjà les contacts avec les producteurs et une bonne appréciation de ce que les gens du quartier peuvent consommer

INTERVIEW AVEC FRÉDÉRIC PELLE,
ANIMATEUR AU CENTRE SOCIAL LES AMARRES, QUARTIER DE KEREDERN, BREST

La CAF vous a sollicité pour constituer et distribuer des paniers de fruits et légumes frais aux familles du quartier les plus impactées par la crise. Comment cette demande vous est-elle parvenue, comment y avez-vous répondu ?

Fred : La demande est d'abord arrivée au Civam via la Caisse nationale d'allocation familiale (CNAF), qui voulait débloquer une aide exceptionnelle aux familles et avait entendu parler des travaux des CIVAM sur l'accès à l'alimentation. L'idée de la CNAF à la base c'était à la fois d'offrir aux familles des quartiers prioritaires de la ville des paniers de fruits et légumes, tout en donnant un coup de pouce aux producteurs – on pensait à ce moment-là que la fermeture des marchés mettrait certains agriculteurs en difficulté.

Lors d'une première réunion téléphonique nous avons présenté le fonctionnement du Cabas des champs [voir encadré]. Quand ils ont compris que nous avions déjà les contacts avec les producteurs et une bonne appréciation de ce que les gens du quartier peuvent consommer, ils ont été agréablement surpris. Ils nous ont alors mis en relation avec la CAF locale – chaque CAF a eu un budget pour mettre en place des distributions alimentaires.

Comment se passent les distributions ? Qui y participe ? Pouvez-vous nous décrire un panier ?

Fred : Dans un premier temps nous avons ciblé les familles dont le quotient familial est inférieur à 600€, mais il faut savoir que nous avons les anciens quotients familiaux, qui ne prennent pas en compte les conséquences de la crise. Nous avons appelé une par une quarante familles et leur avons indiqué un créneau de passage. La proposition a été très bien reçue. Nous avons distribué une cinquantaine de paniers (2 pour les familles nombreuses) d'une valeur moyenne de 30 à 40€. Il y avait de la farine, des œufs, des produits laitiers, des pommes de terre, des légumes, de la tisane, des fraises... Les paniers ont été constitués le matin par les bénévoles du Cabas des champs et distribués l'après-midi par les professionnels du centre social, par souci de confidentialité. Lors de la seconde distribution tout le

monde a participé car nous avons levé le critère du quotient familial. Nous avons pu toucher de nouvelles personnes, via le secteur adolescence, la halte-garderie, le bouche à oreille. La seule condition c'est d'avoir des enfants.

Qu'est-il advenu pendant cette période de l'initiative que vous portez depuis plusieurs années, le Cabas des champs ?

Fred : Le Cabas a été arrêté pendant 3 mois [en raison de la fermeture du centre social], et reprend la semaine prochaine dans son fonctionnement classique. Les paniers de la CAF se poursuivront au moins jusqu'à fin septembre. Ce qui est très chouette dans cette opération c'est que nous avons fait découvrir le Cabas des champs à d'autres habitants. Lorsque l'aide de la CAF s'arrêtera il y aura toujours la possibilité d'acheter à des coûts raisonnables, des produits de qualité au Cabas. Nous étudions la possibilité de pouvoir payer les paniers avec des chèques service distribué par la ville aux familles les plus modestes.

Tous les producteurs avec lesquels nous travaillons ont répondu présents pour l'opération de la CAF. Bien qu'ils aient eu beaucoup de nouveaux débouchés, ils nous ont dit « vous serez prioritaires ». Nous avons une équipe d'habitants du quartier bénévoles très active également. Nous serons en mesure de gérer les deux dispositifs en même temps et d'augmenter l'activité du Cabas des champs si nous avons de nouveaux adhérents. C'est d'ailleurs quelque chose que nous souhaitons vivement !

LE CABAS DES CHAMPS

Les habitants, avec l'aide des centres sociaux Kerangoff et Couleur Quartier, ont lancé fin 2010 un groupement d'achat alimentaire solidaire et participatif. L'initiative s'est très vite étendue à 3 autres centres sociaux brestois : Les Amarres, Pen ar Créac'h et Bellevue. L'objectif est de permettre aux habitants, notamment ceux aux petits revenus, de consommer des produits locaux à des prix raisonnables.



L'ACCUEIL
À LA FERME

DÉCONFINONS FERME !

La crise sanitaire et le confinement se révèlent particulièrement éprouvants pour les plus fragiles. L'accueil social tel que nous le pratiquons dans le réseau des Civam a été "chamboulé", comme d'autres activités de soin aux personnes. Il nous appartient plus que jamais de poursuivre notre engagement auprès de celles et ceux qui rencontrent aujourd'hui des conditions de vie difficiles.

L'accueil à la ferme : prendre des nouvelles de la société

Développer une activité, un lieu, y vivre, y travailler. Et y recevoir. Ouvrir le champ aux clients, à des vacanciers de passages, des classes scolaires, des stagiaires, mais aussi aller un peu plus loin et accueillir des publics qui rencontrent des difficultés spécifiques. Transmettre, apprendre, prendre et donner des nouvelles de la société...

Nous nommons spécifiquement « accueil social » des accueils qui se pratiquent en lien avec des institutions médico-sociales : Aide sociale à l'enfance, Protection judiciaire de la jeunesse, Centres d'hébergement d'urgence, CCAS, foyers de vie, maisons de retraites...



Ces accueils peuvent prendre des formes nombreuses mais s'inscrivent toujours pour nous dans un objectif de transformation sociale. Ils constituent des activités de diversifications, qui apportent un complément de revenu au paysan et viennent soutenir l'économie rurale. D'une grande utilité sociale, ils apportent des réponses à des besoins de la société, et permettent de faire se rencontrer des existences différentes. Ils façonnent une manière de vivre ensemble et de penser le monde dans lequel nous vivons.

Sur les fermes ce printemps : l'accueil en temps de COVID

Sur les fermes, le confinement a dans beaucoup de cas marqué un coup d'arrêt brutal des accueils scolaires et d'une partie des accueils à vocation sociale, malgré l'explosion des besoins.

Les accueils de moyen et long terme se sont généralement poursuivis, en revanche les accueils ponctuels, pour souffler, sortir des institutions, se sont le plus souvent arrêtés, mettant parfois en difficulté les accueillants. C'est ce que révèle en tous cas les témoignages du réseau ASTRA-Accueil social et thérapeutique en Rhône-Alpes. C'est aussi ce qui remonte de PACA ou d'Occitanie : « les

accueils scolaires se sont arrêtés, les interventions en prison également, ainsi que les visites de ferme » explique Marco Locuratolo, animateur à la FR CIVAM Occitanie. En PACA, les accueils se sont également interrompus rapporte Marion Genty, animatrice : « les producteurs sont épuisés, surtout les maraîchers. Ils ont été sur-sollicités pour mettre en place des systèmes de paniers, ils n'auraient pas pu assurer les accueils ».

Dans certaines occasions des accueils temporaires ont pu être prolongés, permettant à la personne accueillie de passer le confinement sur la ferme, ce cadre étant alors jugé préférable à un retour dans la famille ou un maintien en foyer. C'est le cas pour X., un jeune mineur confié pour toute la durée du confinement par le conseil départemental à M. Pigeon, sa famille « Civam », qui l'accueillait auparavant les weekends. Sylvie Recoussine, accueillante Accueil Paysan dans le Lot et Garonne, témoigne également : « Tous les accueils que nous avions et les cours de médiation équine se sont arrêtés. Seul un accueil s'est poursuivi, un jeune que nous recevions jusqu'à présent en journée la semaine et qui retournait dans sa structure le soir et les weekends. L'ITEP [Institut thérapeutique éducatif et pédagogique] nous l'a confié pendant le confinement. Il vit avec nous à plein

■ ■ Accueillir, c'est quelque part donner des nouvelles des zones obscures et des angles morts de notre société, on se doit de le faire

Jean-Claude Balbot,
Éleveur à la retraite,
Finistère (29)

temps. J'ai eu d'autres demandes, en dehors du département que j'ai refusées, car nous ne savons rien sur les risques et nous avons une responsabilité vis à vis de la personne que nous accueillons déjà ».

Mathieu Chopin, accueillant dans l'Orne a poursuivi les accueils mais s'est trouvé en partie démuni pour adapter les règles : « *Je reçois des personnes à la journée, ce sont des adultes qui présentent un handicap mental, et la possibilité de se rendre ponctuellement à la ferme a été un sas de décompression indispensable pendant le confinement. Avec les autres accueillants de Normandie, nous avons ajouté quelques lignes sur la convention d'accueil précisant de nouvelles règles pour la lutte anti-Covid, mais rien n'avait été prévu pour une telle situation et nous ne savions pas forcément comment nous adapter* ».

Sophie Pattée, salariée au CIVAM du Finistère a vu le nombre de sollicitations augmenter, elle a notamment été contactée par le planning familial « *ils ont connu une explosion des cas de violence conjugales, mais nous n'avons malheureusement pas pu donner suite. Nous avons une convention avec la DDCS qui aurait pu faciliter la mise en place de tels accueils, mais nous n'avons eu aucune nouvelle des services pendant cette période* ».

Il est difficile de faire un bilan de cette période. Les accueils habituels ont été chamboulés, les demandes exceptionnelles ont été nombreuses et notre capacité à y répondre limitée.

Pour autant cette situation nous apprend-t-elle des choses que nous ignorions ? Des signaux forts existaient déjà et les vulnérabilités semblent se renforcer encore. Le secteur professionnel du social et du médico-social a connu au cours des dernières décennies des évolutions, qui semblent aller en s'accélération (réductions budgétaires, concentration des structures, logiques managériales...). Nous recevions avant la crise déjà des demandes d'accueil précipitées,

RECONSIDÉRER LE SOIN ET L'ACCOMPAGNEMENT SOCIAL

A l'heure où nous écrivons ces lignes la France entière s'émeut de ce que les métiers les moins bien payés, soient les plus utiles : éboueurs, agriculteurs, caissiers... Les métiers du soin et de l'accompagnement social sont les premiers concernés. La question de la rémunération de l'activité d'accueil, en débat dans notre réseau depuis longtemps déjà, est ainsi entrée en résonance avec l'actualité.

En questionnant les prix nous touchons à des enjeux qui dépassent de loin l'accueil à la ferme : quelle reconnaissance pour le travail du soin à l'autre et de l'accompagnement social ? Qu'est-ce qui, dans le contrat social que nous passons ensemble, nous semble indispensable et prioritaire ? Souhaitons-nous réaffirmer que la société doit soin et protection à tous et a fortiori aux plus fragiles ? Comment rétribuer ceux qui réalisent ces missions pour le compte de tous ? Comment collectivement construire un rapport de force en faveur des métiers si utiles et si mal payés ?

Durant le confinement, si les accueils ont été parfois suspendus, nous avons avancé sur ces sujets importants pour la poursuite et le développement de l'activité d'accueil. La fixation d'un prix d'accueil est un exercice qui ouvre de nombreuses questions pour l'accueillant, mais aussi et surtout pour un réseau comme le nôtre, à commencer par celle de la définition de l'activité que nous pratiquons et son articulation avec le travail des institutions sociales. Le guide « définir son prix d'accueil » est né !



donnant à l'accueillant l'impression de pallier les défaillances des institutions. Nous recevions aussi des sollicitations d'anciens travailleurs sociaux ayant quitté les structures dans lesquelles ils travaillent, à la recherche de sens et de meilleures conditions de leur métier. Comment le secteur social et médico-social, déjà malmené a-t-il fait face à la situation, comment la crise a-t-elle pesé sur ceux dont ces institutions ont la responsabilité ? Nous ne le mesurerons sans-doute pleinement que lorsque nous reprendrons les accueils et des relations normalisées avec nos structures partenaires.

Et maintenant ?

Nous avons organisé des accueils cet été en lien avec des structures de la grande précarité partenaires de Réseau CIVAM. C'était un moyen, pour des personnes confinées dans des situations difficiles, et qui ont peu accès aux vacances et aux loisirs, de souffler. Mais nous mesurons sans doute encore mal combien le confinement a été éprouvant pour les personnes qui cumulent mal-logement et difficultés d'accès aux soins, à l'alimentation, aux droits...

Ceci est un appel ! Envisageons un programme ambitieux d'accueil à la ferme, comme nous avons pu le faire par le passé ! Créons depuis nos fermes, avec nos fermes, les conditions du dialogue, en recevant chez nous, simplement. Prenons et donnons des nouvelles de la société après 2 mois de confinement et un été d'incertitudes...

A photograph of a greenhouse interior. The structure is covered in a translucent plastic or polyethylene film, supported by a metal frame. The ground is covered with a layer of brown mulch. On the left side, there are several rows of lush green plants, likely tomatoes, which are supported by vertical wooden stakes. On the right side, there are rows of bright red flowers, possibly geraniums. The perspective is from a low angle, looking down a long aisle between the rows of plants, creating a sense of depth. The lighting is soft and even, typical of an indoor growing environment.

LE MOT DU PRÉSIDENT

Soyons honnêtes. Classée comme activité de première nécessité, l'agriculture est loin du front, à l'arrière, avec les cantinières. Rien n'a changé pour nous et je crois voir dans les yeux de mes voisins un sentiment de privilège à mon égard, puisque les travaux aux champs continuent. Les villes sont fuies, par ceux qui l'ont pu.

Temps enfermés, temps infernaux pour ceux qui ne le peuvent. Alors quand l'appel aux volontaires a été lancé, en quelques jours les gens désirant retrouver de l'air, l'espace, de l'activité ont répondu présent pour épauler l'armée verte en déroute. Stupéfiante déclaration du Ministre invitant à rejoindre « la grande armée » de l'agriculture. Avouons-le, elle est peuplée de fantômes notre garnison.

Bassinés pendant des mois par les lamentations des intolérants qui prétendent que ceux qui mangent n'ont pas à s'inquiéter de ce qu'ils mangent, alors que ceci mérite débat, un début de salut viendrait si l'on s'alarmait d'un effrayant constat : 0,5 % de la population de ce pays s'affaire à produire ce qui remplit vos assiettes. En quelques décennies, nous sommes passés de plusieurs millions d'actifs à moins d'un demi.

Essentielle pourtant, je l'ai lu, entendu ces dernières semaines alors que le désintérêt pour la condition de paysan date. Depuis longtemps, on situe la paysanne ou le paysan au bas de l'échelle sociale, mais plutôt qu'un échelon, il semble à présent que nous en constituons l'un des montants, occupation vitale et de première nécessité, en un mot, indispensable.

Les propositions, les souhaits sur ce qui doit changer dans la « fabrique agricole » font intervenir beaucoup de gens. On parle souvent de rapprocher les producteurs-trices et les consommateurs-trices, mais le rêve ou ce que les temps à venir vont exiger, sera que les citoyen·nes, massivement, se destinent à l'acte de produire. Comment peut-on envisager le futur en laissant à un si petit nombre le soin de satisfaire ce besoin quotidien universel ?

Parce que pour répondre aux défis qui nous attendent (réchauffement climatique, érosion de la biodiversité, dégradation de la qualité de l'eau, de l'air, érosion des sols), ce n'est pas avec la population agricole actuelle que nous allons y arriver. D'abord parce que vieillissante, elle ne voit plus l'intérêt de changer à quelques années de se retirer. Ensuite parce que, étant un réseau qui travaille depuis très longtemps à l'accompagnement vers une agriculture durable, force est de constater que le changement est très très compliqué à imaginer pour beaucoup !

Le surendettement n'est pas une fatalité, notre premier atout, ce sont nos ressources naturelles, qui sont là, à portée de bottes.

Surendettés, suicidaires, pollueurs, peu de rémunération, du travail sans relâche, c'est le tableau tragique qui parvient aux yeux, aux oreilles de nos concitoyen·nes pour dépeindre la condition de la travailleuse ou du travailleur de la terre. Réalité certes, mais pas générale. Nous pouvons aussi nous y épanouir, et nous projeter

sereinement dans l'avenir. Parce que les champs de connaissances délaissées, à ré-explore, permettent de dessiner des trajectoires de travail passionnantes. Parce que vivre face ou avec les éléments est stimulant et permet de s'ancrer dans le réel et pas dans le grand délire virtuel qu'on essaie de nous vendre tous les matins du monde.

Notre voix n'est pas encore assez entendue, celle qui dit que le surendettement n'est pas une fatalité, que notre premier atout, ce sont nos ressources naturelles, qui sont là, à portée de bottes. Celle qui dit que nos voisins sont autant de richesses avec lesquelles nous pouvons échanger et construire des collectifs pour investir, se former. Celle qui dit que si vous êtes en quête de sens, loin de la grande solderie urbaine, il se peut qu'il vous attende là, au milieu de nulle part.

Nous y avons trouvé notre place, la vôtre vous attend.

Fabrice BOUIN
Président

NOS PROPOSITIONS

POUR ALLER PLUS LOIN

La pandémie du Covid-19 a révélé que le secteur agricole était peu résilient face aux crises. La mondialisation fragilise à la fois notre système alimentaire et de fait les agriculteurs, car elle a entraîné une spécialisation, une dépendance aux échanges mondialisés et à une main d'œuvre précarisée, mais aussi une rigidité des flux et chaînes logistiques.

Réseau CIVAM propose de nombreuses pistes, dans les pratiques et actions qu'il met en œuvre et par les positions qu'il défend. En effet, la pratique montre que la réappropriation par les acteurs locaux du modèle alimentaire, plus diversifié, plus autonome lui donne davantage de souplesse et de capacité d'adaptation. **Face à ces constats, et pour accompagner et renforcer ce mouvement, l'heure est venue pour l'État, d'impulser des politiques publiques à la hauteur des enjeux.**

» Se doter d'outils ambitieux pour renforcer la transition agroécologique :

- Mise en place d'une conditionnalité ambitieuse, dépassant la simple réglementation, pour avoir accès aux aides de la PAC,
- Plafonnement des aides à l'actif pour éviter les effets de concentration sur certaines exploitations et ainsi favoriser l'emploi, la vie dans les territoires, les installations et revaloriser le travail plutôt que l'appareil de production,
- Mise en place de mesures qui engagent les fermes sur la durée vers la reconception de leurs systèmes de production, de type MAEC Système,
- Aides aux collectifs et à l'accompagnement des groupes pour favoriser les dynamiques collectives qui sécurisent les changements,
- Aides à l'investissement réellement adaptées à la transition agroécologique,
- Mise en cohérence des aides de la PAC, du développement agricole et rural et des collectivités en lien avec des projets ambitieux portés par les collectifs.

» Favoriser la réimplantation ou la réorientation d'outils de transformation et/ou logistique permettant la diversification et la relocalisation des filières :

- Financement d'études de faisabilité conditionnées aux enjeux alimentaires et agroécologiques,
- Ouverture d'aides à l'investissement sur des outils spécifiques (abattage, transformation, stockage, logistique),

» Généraliser les Projets Alimentaires Territoriaux :

- Pérennisation du dispositif (sur les terrains bénéficiaires) et incitation à une couverture de l'ensemble du territoire national,
- Déploiement d'un cadre permettant d'assurer les moyens d'animation suffisants pour les PAT,
- Incitation forte en faveur de la mise en place d'une gouvernance locale partagée, impliquant différents acteurs de la chaîne alimentaire (paysans, citoyens, associations, élus...), garante de la fixation des enjeux et du suivi du processus,
- Nécessité pour les acteurs partie prenante d'intégrer l'évaluation (qualitative et quantitative) comme une donnée du PAT.

NOS PROPOSITIONS

POUR ALLER PLUS LOIN

» Renforcer les clauses environnementales au sein du code des marchés publics pour répondre aux enjeux de relocalisation d'une alimentation durable :

- Rendre la clause environnementale obligatoire dans les marchés publics,
- Renforcement de la formation des personnels et élus sur le code des marchés publics.

» Faciliter le renouvellement des générations de paysans et la transmission des fermes :

Renouvellement des politiques foncières :

- Hiérarchisation des priorités d'accès au foncier en faveur de productions répondant enjeux alimentaires locaux et s'inscrivant dans une ambition agroécologique forte,
- Mise en place de dispositifs incitatifs permettant de faciliter l'accès au foncier de la part des collectivités locales (acquisition ou mise en réserve foncière),
- Faciliter la compatibilité dans les dispositifs réglementaires spécifiques (ex : loi littoral), entre activités agricoles vertueuses et protection des espaces (enjeux écologiques),

Accompagnement à la transmission et la création d'activités "de l'idée à l'installation" :

- Renforcement de l'accompagnement à l'installation et à la transmission agricoles : approche humaine, formation technique et formation pratique favorisant le droit à l'essai (stages in situ, espaces tests...),
- Amélioration de l'accessibilité des cédants et repreneurs à des dispositifs d'installation/transmission progressifs, tenant davantage compte de la pluri-activité
- Développement des dispositifs d'incitation à la transmission/reprise
- Accueil et accompagnement spécifique des personnes Non issues du Milieu agricole, portant des projets ne correspondant pas toujours aux moyens et à la l'organisation de la production des fermes à transmettre (installations en collectif, commercialisation en circuits courts, reprise avec changement de production, etc.)



Le réseau des CIVAM

Valoriser le partage d'expériences pour des campagnes vivantes

Les CIVAM (Centres d'initiatives pour valoriser l'agriculture et le milieu rural) sont des groupes d'agriculteurs et de ruraux qui travaillent de manière collective à la transition agro-écologique. Les CIVAM constituent un réseau de près de 130 associations, qui emploient 250 animateurs-accompagnateurs en 2019 et qui œuvrent depuis 60 ans pour des campagnes vivantes.

Ils agissent pour une agriculture plus économe et autonome, une alimentation relocalisée au cœur des territoires et des politiques agricoles, pour l'accueil de nouvelles populations et pour la préservation des ressources. Leur mission : animer et accompagner, selon les principes de l'éducation populaire, les projets collectifs et durables qui contribuent à dynamiser le tissu socio-économique rural. Ils développent des initiatives, testent de nouvelles pratiques et proposent des méthodes d'actions basées sur les échanges d'expériences, l'apprentissage entre pairs et la coopération à l'échelle locale et nationale.

Réseau Civam

58, rue Regnault

75013 PARIS

01 44 88 98 58

Contact@civam.org

www.civam.org



La France De Ferme en Ferme

24/25
AVRIL
2021



Visites,
Animations
Dégustations ...

+ 500 producteurs vous
ouvrent leurs portes

RÉSEAU
CIVAM

CAMPAGNES
VIVANTES

Infos, départements participants, etc...
Retrouvez tout sur www.defermeenferme.com